

Face à l'Europe, la Chine préfère manier le bâton

L'UE reste un débouché commercial important, mais Pékin ne la considère plus comme une priorité diplomatique **Page 5**

Pékin considère le Vieux Continent comme un débouché commercial important, mais plus comme une priorité diplomatique

La Chine plus tentée de manier le bâton que la carotte avec l'UE

Mauvaise passe

La part de la Chine dans le commerce de l'UE est passée de 12% en 2014 à 15% en 2024. Au cours de cette période, les importations de l'UE en provenance du pays ont augmenté de 101,9%, tandis que les exportations du Vieux Continent y ont progressé de 47% seulement. Le déficit commercial de l'UE avec la Chine est retombé à 305 milliards de dollars en 2024 après un record de 396 milliards en 2022.

Claude Leblanc

A TROIS JOURS du sommet Chine-Union européenne (UE) au cours duquel la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président du Conseil européen, Antonio Costa, doivent rencontrer Xi Jinping et son Premier ministre Li Qiang, les tensions déjà palpables entre Bruxelles et Pékin se sont encore élevées d'un cran, lundi. Le ministère chinois du Commerce a en effet adressé une mise en garde après la décision européenne de sanctionner deux banques chinoises, la Suifenhe Rural Commercial Bank et la Heihe Rural Commercial Bank, pour leur soutien à l'effort de guerre russe.

« La Chine exprime sa forte insatisfaction et son opposition résolue à cette décision et elle prendra les mesures nécessaires pour proté-

ger résolument les droits et intérêts légitimes des entreprises et institutions financières chinoises », a-t-il indiqué dans un communiqué. Ce nouveau différend s'ajoute à une série déjà longue qui traduit un changement dans la manière dont Pékin conçoit désormais ses rapports avec le Vieux Continent. Si elle a longtemps considéré les Européens comme une force d'équilibre dans les relations internationales avec laquelle elle cherchait à coopérer, la diplomatie chinoise semble désormais résolue à faire moins d'efforts en direction de Bruxelles.

Alors que Chinois et Européens auraient pu chercher un terrain d'entente dans le contexte du retour de Trump à la Maison Blanche, les deux parties se trouvent dans une situation de blocage liée notamment au soutien de Pékin à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine et aux pratiques commerciales chinoises auxquelles Bruxelles a choisi de s'opposer. En réaction, comme elle l'a fait avec les Etats-Unis, la Chine, après avoir mené au début de l'année une offensive de charme, a choisi de sortir le bâton face à l'UE en adoptant une position plus intransigeante.

Cercle vicieux. Elle a ainsi riposté aux restrictions commerciales, accusé Bruxelles de protectionnisme, ralenti ses exportations de minerais essentiels et renforcé ses liens avec Moscou, tout en se montrant plus flexible avec des pays,



comme la France, dont elle estime qu'ils pourraient permettre un assouplissement européen. Pékin souhaite que l'Europe lève les lourdes taxes qu'elle a imposées sur les véhicules électriques chinois et s'abstienne de toute nouvelle restriction commerciale. L'UE, de son côté, maintient son engagement derrière l'Ukraine, qui l'oblige à se montrer intransigeante avec les alliés de la Russie. Jugeant que les Européens sont actuellement en position de faiblesse vis-à-vis des Etats-Unis et que le rapport de force joue en sa faveur, y compris sur le plan commercial, le gouvernement chinois estime que ce n'est pas à lui de faire le dos rond. Une attitude décevante pour les Européens qui s'attendaient à un autre positionnement après le déplacement à Pékin du Commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic, en mars, où il avait discuté des moyens « d'améliorer et de rééquilibrer les relations commerciales et d'investissement entre la Chine et l'UE ».

Au moment où Bruxelles et Pékin doivent commémorer le 50^e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, les deux parties ont bien du mal à sortir d'un cercle vicieux de reproches. Dans un discours prononcé ce mois-ci au Parlement européen, Ursula von der Leyen a accusé la Chine d'« inonder les marchés mondiaux de produits bon marché et subventionnés afin d'éliminer ses concurrents » et de discriminer les entreprises européennes qui font des affaires dans le pays. Le ministère chinois des

Affaires étrangères lui a répliqué en affirmant que c'était la « mentalité » de l'Union européenne qui avait besoin d'être « rééquilibrée », et non les relations commerciales de la Chine avec l'Europe.

Bien que le marché européen reste un débouché important pour la Chine, l'attitude de Pékin illustre une réalité qu'Alice Ekman, directrice de recherche à l'Institut d'études de sécurité de

l'Union européenne, analyse avec pertinence dans un commentaire publié le 17 juillet. « Pékin ne considère pas l'UE comme un partenaire prioritaire, encore moins aujourd'hui que par le passé », écrit-elle. « Ce qui a changé ces dernières années, c'est que la Chine vise désormais à constituer une coalition de pays – un « cercle d'amis », comme Xi le décrit depuis 2018 – qui finirait par dépasser en nombre et marginaliser les pays occidentaux. Dans le cadre de cette stratégie à long terme, la Chine considère les pays du « Sud global » comme des partenaires naturels et prioritaires », ajoute-t-elle. Dès lors, le sommet qui se tiendra jeudi à Pékin – sur un jour au lieu des deux prévus initialement – devrait confirmer l'existence d'une profonde défiance entre les deux entités, difficile à combler dans les circonstances actuelles.

@Japonline



SIPA PRESS

Xi Jinping et Ursula von der Leyen
vont se rencontrer jeudi, à Pékin,
lors du sommet Chine-Union européenne.

